



UNION EUROPÉENNE

FONDS EUROPÉEN AGRICOLE



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Intervention 70.14 : Mesure agroenvironnementale et climatique (MAEC) pour l'entretien durable des infrastructures agro-écologiques en hexagone

Notice de la mesure « Entretien durable des infrastructures agro-écologiques – Ligneux »

CV_36BS_IAE1

Territoire « Boischaut Sud »

Campagne 2025

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice de la mesure :

ADAR-CIVAM

10 rue d'Olmor

36400 La Châtre

adar.civam@gmail.com

02 54 48 08 82

Capucine Devillers - devillers.adar.bs@gmail.com - 07 65 81 81 84

INDRE NATURE

63, av. Marcel Lemoine

36000 Châteauroux

02 54 22 60 20

Henry Borde - henry.borde@indrenature.net - 07 80 17 02 98

1 OBJECTIFS DE LA MESURE

L'objectif de cette mesure est d'assurer un entretien des éléments ligneux (haies, arbres isolés ou en alignement, ripisylve ou bosquet) localisés de manière favorable au regard des enjeux environnementaux du territoire, et qui sont compatibles avec la présence d'une richesse faunistique. Cet entretien est fonction du type d'élément présent et permet d'en assurer une gestion pertinente, dans l'objectif du renouvellement et de la pérennité de ces infrastructures.

Le Boischaut sud est caractérisé par une densité bocagère importante, remarquable au niveau national. Façonné par l'activité agricole, son avenir dépend des pratiques liées à sa gestion.

L'enjeu est de préserver cette biodiversité en adaptant certaines pratiques d'entretien des ligneux sur trois axes :

- Favoriser des haies accueillantes pour la biodiversité tout en restant productives,
- Préserver les berges et les cours d'eau par la gestion des ripisylves,
- Maintenir la présence d'arbres isolés pour l'intérêt agricole et environnemental.

2 MONTANT DE LA MESURE

En contrepartie du respect de l'ensemble des exigences du cahier des charges de cette mesure, **une aide de 800 € par hectare et par an** sera versée pendant la durée de l'engagement.

Votre engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités définies par les cofinanceurs nationaux. Pour les crédits du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, le montant d'aide maximum par bénéficiaire est indiqué par arrêté préfectoral.

3 CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ

Les critères d'éligibilité doivent être respectés tout au long du contrat. En cas de non-respect en première année, la mesure ne peut pas être souscrite. En cas de non-respect les années suivantes, le contrat est automatiquement rompu sur la totalité des éléments engagés s'il s'agit du non-respect d'un critère d'éligibilité relatif au demandeur, ou uniquement sur la surface en anomalie s'il s'agit d'un critère d'éligibilité relatif à la surface. Le cas échéant, des sanctions peuvent être appliquées.

3.1 Critères d'éligibilité relatifs au demandeur

Les bénéficiaires éligibles sont les agriculteurs actifs tels que définis à l'article 4 du règlement (UE) n° 2021/2115 du 2 décembre 2021.

Les fondations, associations sans but lucratif et les établissements d'enseignement et de recherche agricoles lorsqu'ils exercent directement des activités réputées agricoles sont considérés comme des agriculteurs actifs.

Les GAEC sont éligibles à cette intervention avec application du principe de transparence.

3.2 Critères d'éligibilité relatifs aux surfaces engagées

Les éléments éligibles sont les suivants :

- **Les haies** : haies basses ou buissonnantes (enjeu de restauration en haie haute), haies naissantes / jeunes plantations, haies arborées et/ou arbustives.
- **Les arbres isolés** : arbres seuls en milieu de parcelle. C'est un arbre non intégré à la haie. Cet arbre aura un intérêt environnemental et agricole (faune diversifiée, confort animal).

Sont éligibles:

- les arbres matures (chênes, frênes, châtaigniers, poiriers, pommiers, cormiers etc...) prioritaire,
- les anciens vergers en place ou les nouveaux en conservation d'espèces patrimoniales,
- les jeunes plantations d'arbres isolés

Les systèmes agroforestiers en intra parcellaire (en fonction des essences dites espèces locales comme listées par le CBNBP) ne sont pas prioritaires.

- **Les ripisylves** répondant aux critères suivants :
 - situation en bord de cours d'eau figurant sur la carte des cours d'eau (arrêté préfectoral du 6 avril 2018 recensant les cours d'eau du département de l'Indre),
 - multi-strates : composées d'une strate arbustive et d'une strate arborée,
 - présence d'essences locales ligneuses, arbustives et/ou arborées; et plus particulièrement (mais non exclusivement) des espèces suivantes : aulne glutineux, saule, frêne commun, chêne pédonculé, orme,
 - présence d'essences ligneuses sur au moins 75% du linéaire avant entretien (recouvrement des houppiers),
 - linéaire non dégradé (ou peu) par le passage des animaux (linéaire protégé par une clôture),
 - les ripisylves avec un point d'abreuvement aménagé.

Se référer au point 7.2 pour la conversion des éléments éligibles en hectare.

4 CRITÈRES D'ENTRÉE

Les critères suivants conditionnent l'accès à la mesure en première année d'engagement uniquement et ne sont plus vérifiés par la suite. En cas de non-respect, l'exploitation n'est pas engagée dans la mesure.

Les critères d'entrée pour cette mesure sont les suivants :

- ✓ Pour chaque élément, avoir au moins une partie présente dans le PAEC ;
- ✓ Réaliser un diagnostic agro-écologique de l'exploitation. Ce diagnostic doit notamment permettre de définir la localisation pertinente des infrastructures agro-écologiques. Le diagnostic de l'exploitation doit être transmis à la DDT(M) au plus tard au 15 septembre de la première année d'engagement. En cas de non-transmission, le dossier ne pourra pas être engagé cette année-là ;
- ✓ Faire établir un plan de gestion sur la base du diagnostic d'exploitation. Le plan de gestion doit être transmis à la DDT(M) au plus tard au 15 septembre de la première année d'engagement. En cas de non-transmission, le dossier ne pourra pas être engagé cette année-là.

5 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

Ces critères permettent de classer les demandes d'aide des demandeurs éligibles (c'est-à-dire respectant tous les critères d'entrée et les critères d'éligibilité) par ordre de priorité afin notamment de tenir compte des enveloppes budgétaires et des orientations définies par la Commission régionale agroenvironnementale et climatique (CRAEC). Les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères décrits dans la notice du territoire.

6 CAHIER DES CHARGES DE LA MESURE

Sauf mention contraire, l'ensemble des obligations du cahier des charges doit être respecté sur toute la durée du contrat, c'est-à-dire à partir de la date limite de dépôt des dossiers PAC de l'année d'engagement et durant les 5 années suivantes. En cas de non-respect d'une obligation, des sanctions peuvent s'appliquer en fonction de la nature et de la gravité de l'anomalie.

Les documents relatifs à la demande d'engagement et au respect des obligations doivent être conservés pendant toute la durée de l'engagement et pendant les quatre années suivantes. Ils pourront notamment être demandés en cas de contrôle de l'exploitation. **Les obligations du cahier des charges figurent ci-dessous.**



Obligations du cahier des charges	Période d'application	Modalités de contrôle	Caractérisation de l'anomalie et calcul de la sanction ¹
Formation à réaliser au cours des deux premières années de l'engagement. Se référer au point 7.1.	Avant le 15 mai 2027	Contrôle sur place Vérification de l'attestation de formation	Anomalie réversible, dossier, totale, d'importance égale à 0,06.
Mettre en œuvre le plan de gestion sur 90 % des éléments engagés.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques et contrôle visuel	Anomalie réversible, dossier, à seuils (par tranche de 5%), d'importance égale à 1.
Respecter l'interdiction de fertilisation azotée.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques et contrôle visuel	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 1.
Ne pas utiliser de produits phytosanitaires sur les éléments engagés.	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques et contrôle visuel	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 1.
<p>Enregistrer les interventions sur tous les éléments engagés :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ Type d'intervention (localisation, date, outils); ➤ Fertilisation azotée des surfaces (dates, produits, quantités); ➤ Traitements phytosanitaires (dates, produits, quantités). <p>ATTENTION : Le cahier d'enregistrement constitue une pièce indispensable au contrôle de plusieurs obligations. Aussi, l'absence ou la non-teneur de ce cahier constatée le jour du contrôle se traduira par le constat d'anomalies et le cas échéant par l'application du régime de sanction pour toutes les obligations ne pouvant être contrôlées.</p>	Sur toute la durée du contrat	Contrôle sur place Vérification du cahier d'enregistrement des pratiques	Anomalie réversible, localisée, totale, d'importance égale à 0,05.

¹Se référer à la notice télépac MAEC-Bio pour plus d'information sur le fonctionnement du régime de sanction.

7 PRÉCISIONS

7.1 Formation

Pour connaître les formations qui permettent de respecter l'obligation pour cette MAEC, consultez le site internet de la DRAAF Centre-Val de Loire / rubrique Production & filières / Mesures Agro-Environnementales et Climatiques 2023-2027 / Campagne 2025.

7.2 Table de conversion pour les éléments éligibles

Sous réserve d'éligibilité précisée au point 3.2, la conversion des éléments en hectare est précisée dans le tableau suivant :

Type d'élément	Facteur de conversion
Haie	10 m ² pour 1 mètre linéaire
Ripisylve	10 m ² pour 1 mètre linéaire
Arbres alignés	10 m ² pour 1 mètre linéaire
Arbres isolés	50 m ² pour 1 arbre

7.3 Lien avec la conditionnalité et l'écorégime

En cas de non-respect de la conditionnalité, l'ensemble des aides PAC sont sanctionnées, y compris les aides MAEC.

Les obligations du cahier des charges de la MAEC sont distinctes des exigences de l'écorégime. Un agriculteur peut à la fois souscrire cette MAEC et bénéficier de l'écorégime.